

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne  
Pôle carrières, matériaux, déchets  
17 rue de la Plaine des Isles  
89000 AUXERRE

AUXERRE, le 8 septembre 2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 27/06/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **RISQUES**

#### **COVED (PAPREC)**

1 rue Eugène Freyssinet - 78280 BOUVIERS

Références : 230472

Code AIOT : 0024900044

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/06/2023 dans l'établissement COVED (PAPREC) implanté lieu dit La Tournelle 89340 Champigny. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- COVED (PAPREC)
- lieu dit La Tournelle 89340 Champigny
- Code AIOT : 0024900044
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Ancienne décharge municipale reprise en 1998 par COVED. Ce site a fait l'objet de nombreuses plaintes d'odeurs, mais grâce aux nombreux aménagements, réhabilitations, mise en service de bio-réacteurs, procédures, mise en place d'équipement et après consultation du registre, les plaintes s'estompent, notamment depuis cette année. Le site va être exploité jusqu'en 2029. 44500 T ont été acceptées en 2022. Six personnes travaillent sur le site.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- exploitation des casiers
- réception des déchets inertes

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

A la date de l'inspection, l'exploitant est en attente de la validation du casier D2-5.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
8	Réception de déchets inertes	Autre du 31/12/2022	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Dispositions générales	Arrêté Préfectoral du 29/12/2011, article 2.2.4.1	/	Sans objet
2	Dispositions relatives aux couvertures	Arrêté Préfectoral du 29/12/2011, article 2.2.4.2	/	Sans objet
3	Mise en place des déchets	Arrêté Préfectoral du 29/12/2011, article 2.2.4.3	/	Sans objet
4	Reprise des déchets	Arrêté Préfectoral du 29/12/2011, article 2.2.4.4	/	Sans objet
5	Suivi topographique des digues	Arrêté Préfectoral du 29/12/2011, article 2.2.4.5	/	Sans objet
6	Station météorologique	Arrêté Préfectoral du 29/12/2011, article 2.2.4.6	/	Sans objet
7	Chiffonnage	Arrêté Préfectoral du 29/12/2011, article 2.2.4.7	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Site bien tenu.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Dispositions générales

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/12/2011, article 2.2.4.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Exploitation des casiers
<b>Point de contrôle déjà contrôlé:</b> Sans objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Il ne peut être exploité qu'une alvéole à la fois. La mise en exploitation du casier ou de l'alvéole n+1 est conditionnée par le réaménagement du casier de l'alvéole n-1 qui peut être soit un réaménagement final si le casier ou l'alvéole atteint la côte maximale autorisée, soit la mise en place d'une couverture intermédiaire dans le cas de casiers ou d'alvéoles superposés. Toute zone couverte fait l'objet d'un plan général de couverture et, si nécessaire, de plans de détail qui complètent le plan d'exploitation.
<b>Constats :</b> L'exploitant ne met en service un nouveau casier qu'après l'arrêt du précédent. Le casier D2-4 est actuellement en cours d'exploitation (phase finale) et le D2-5 est en attente de validation. Chaque changement de casier est certifié par un huissier. Lors du passage d'un casier à l'autre, le système de détection incendie est transféré. Les cotes sont vérifiées tous les 6 mois lors de l'établissement du plan topographique. Le dernier date du 9 juin 2023.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Dispositions relatives aux couvertures

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/12/2011, article 2.2.4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Exploitation des casiers
<b>Point de contrôle déjà contrôlé:</b> Sans objet
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Une couverture intermédiaire est mise en place entre chaque alvéole superposée. Elle est composée de matériaux inertes et a pour rôle de limiter les infiltrations dans la masse des déchets. Une couverture intermédiaire est mise en place sur les déchets situés au droit du futur casier D pendant l'exploitation des casiers A et B et ce jusqu'au début des travaux de reprise. Dès la fin de comblement d'un casier et sous un délai maximum de un an une couverture finale est mise en place pour limiter les infiltrations dans les déchets et limiter les infiltrations d'eau vers l'intérieur de l'installation de stockage. Cette couverture est composée du haut vers le bas :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- d'une couche de terre arable,</li><li>- d'une membrane antiracinaire au droit des bandes paysagères sur les casiers réaménagés telles que prévues par le présent chapitre,</li><li>- d'un géosynthétique drainant les eaux de pluie,</li><li>- d'une géomembrane souple,</li><li>- d'un géosynthétique bentonitique,</li><li>- d'une couche de forme d'épaisseur au moins égale à 20 cm.</li></ul> <p>Sur les zones d'aménagement paysager, la couche de terre arable sera constituée d'une épaisseur au moins égale à 80 cm. Cette épaisseur pourra être revue à la baisse ou à la hausse en fonction des préconisations d'un expert en horticulture et après avis de l'inspection des installations classées. La pente générale sur le site après réaménagement de l'ensemble des casiers respecte un degré de 7,5 % dans une direction Sud-Nord, sans point bas intermédiaire.</p>
<b>Constats :</b> Toutes les prescriptions de ce point sont bien suivies par l'exploitant. Chaque ouverture de casier fait l'objet d'une vérification par l'inspection. La pente de 7,5 % est bien suivie.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Mise en place des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/12/2011, article 2.2.4.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Exploitation des casiers
<b>Point de contrôle déjà contrôlé:</b> Sans objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les déchets sont disposés de manière à assurer la stabilité de la masse des déchets et des structures associées et en particulier à éviter les glissements. Les déchets sont déposés en couches successives et compactées sur site. Ils sont recouverts périodiquement pour limiter les envois et prévenir les nuisances olfactives. La zone d'exploitation en cours est recouverte par une couverture périodique (dont l'objectif est de neutraliser les odeurs) aux fréquences minimales suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>- en période estivale (du 15 juin au 15 septembre) : chaque fin de journée,</li><li>- le reste de l'année : chaque fin de semaine et chaque veille de jour férié.</li></ul> La première année d'exploitation à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant procède à des essais pour définir la nature de cette couverture périodique. Ces essais doivent au minimum porter sur : <ul style="list-style-type: none"><li>- une bâche recouverte de charbon actif,</li><li>- des refus de compostage ou broyats de déchets verts pour une épaisseur au minimum de 15 cm.</li></ul> L'efficacité de ces couvertures devra être testée au moyen de mesures des niveaux d'odeur normalisées qui permettent notamment le calcul d'un abattement olfactométrique. Les résultats seront présentés aux riverains ou en CLIS de manière à retenir collectivement la méthode la plus efficace. La surface maximale de déchets non recouverts sur une alvéole en exploitation est limitée à 1 500 m <sup>2</sup> .
<b>Constats :</b> Durant la période du 15 juin au 15 septembre, les déchets sont recouverts chaque soir d'une couverture de déchets inertes et une ronde est effectuée avec enregistrement sur un registre. En dehors de cette période, la fréquence est hebdomadaire. Tout ce qui concerne la problématique odeur est présenté chaque année en CSS.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 4 : Reprise des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/12/2011, article 2.2.4.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Exploitation des casiers
<b>Point de contrôle déjà contrôlé:</b> Sans objet
<b>Prescription contrôlée:</b> La reprise des déchets des alvéoles exploitées au droit du casier D devra être réalisée en période hivernale entre le 1 <sup>er</sup> octobre et le 1 <sup>er</sup> avril sur une durée n'excédant pas 6 semaines. Un observatoire des odeurs est mis en place par l'exploitant au moins un mois avant la réalisation des travaux, en associant mairie et riverains. Cet observatoire doit déterminer les conditions de réalisation des travaux. Ces déchets seront prioritairement entreposés pour terminer le casier B. Ils seront recouverts sous 15 jours par une couche de matériaux inertes d'une épaisseur au moins égale à 30 cm ou équivalent. La couverture finale devra ensuite être mise en place sous un délai de 3 mois. Dans le cas où certains de ces déchets devraient être entreposés en fond de casier C, une couche intermédiaire d'au moins 30 cm de matériaux inertes devra les recouvrir complètement sous 15 jours après la fin des opérations de reprise et une tranchée drainante du biogaz devra être mise en place puis raccordée au réseau de récupération. Un dispositif de brumisation est mis en place pendant toute la période de reprise des déchets. Le choix du produit masquant est effectué en concertation avec les riverains. Les surfaces de déchets au vent pendant cette période de reprise sont limitées à 1 000 m <sup>2</sup> . Les travaux sont interrompus en cas de conditions météorologiques défavorables, notamment lorsque les vents sont inférieurs à 15 km/h et de provenance sud sans que cette interruption ne puisse excéder 5 jours consécutifs. Arrêté préfectoral TITRE 2 - Gestion de l'établissement p17/57 - L'observatoire des déchets peut modifier les conditions du présent article après accord de l'exploitant, de la mairie et des riverains.
<b>Constats :</b> La reprise des déchets (alvéole D vers alvéole C) est terminée depuis 2014. Un dispositif de brumisation a été mis en place et reste opérationnel en cas de besoin avec diffusion de produits masquants par une rampe de 200 mètres. Les travaux sont interrompus lorsque les vents vont vers les agglomérations avec l'aide d'un dispositif visuel (rubalise).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 5 : Suivi topographique des digues

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/12/2011, article 2.2.4.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Exploitation des casiers
<b>Point de contrôle déjà contrôlé:</b> Sans objet
<b>Prescription contrôlée:</b> Un suivi topographique des digues renforcées est mis en place afin de détecter toute déformation importante le cas échéant. Cet état est dressé à la réception des travaux pour chaque casier. Par la suite, un suivi est réalisé annuellement. Un bilan récapitulatif de l'ensemble des résultats recueillis, concluant vis-à-vis de l'évolution des relevés, est transmis à l'inspection des installations classées dans le cadre du rapport annuel. En cas de déformation constatée, l'exploitant informera immédiatement l'inspection des installations classées en indiquant les actions correctives qu'il compte mettre en place pour éviter toute rupture de digue.
<b>Constats :</b> Le suivi topographique est effectué chaque semestre, grâce notamment à des bornes. Le dernier contrôle date du 20 juin 2023. Aucune anomalie n'a été constatée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 6 : Station météorologique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/12/2011, article 2.2.4.6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Exploitation des casiers
<b>Point de contrôle déjà contrôlé:</b> Sans objet
<b>Prescription contrôlée:</b> Le site est équipé d'une station météorologique qui relève quotidiennement le sens et la vitesse du vent ainsi que les données pluviométriques. Ces données sont utilisées afin de respecter certaines prescriptions du présent arrêté comme : <ul style="list-style-type: none"><li>- la caractérisation des plaintes,</li><li>- l'aménagement des conditions d'exploitation (reprise de déchets par exemple),</li><li>- la rédaction du bilan hydrique.</li></ul>
<b>Constats :</b> Le site n'est pas équipé d'une station météorologique, toutefois : <ul style="list-style-type: none"><li>- l'exploitant reçoit des données Météo France avec notamment un bilan hydrique,</li><li>- l'exploitant a équipé la zone d'exploitation de rubalises pour visualiser clairement les vents défavorables,</li><li>- l'exploitant a équipé son site de nez électroniques pour la mesure de différents types d'odeurs avec calcul d'un seuil d'odeur, pour identifier et confirmer, en interne, d'éventuelles plaintes d'odeurs.</li></ul> Il est à noter qu'avec les mesures prises depuis plusieurs années, le site ne fait pratiquement plus l'objet de plaintes odeurs, ce qui est confirmé par le registre des plaintes.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



## N° 7 : Chiffonnage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/12/2011, article 2.2.4.7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Exploitation des casiers
<b>Point de contrôle déjà contrôlé:</b> Sans objet
<b>Prescription contrôlée:</b> Les activités de tri des déchets, de chiffonnage et de récupération sont interdites sur la zone d'exploitation.
<b>Constats :</b> Aucune activité de tri des déchets, de chiffonnage et de récupération n'est effectuée sur la zone d'exploitation
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 8 : Réception de déchets inertes

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 31/12/2022
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Réception de déchets inertes
<b>Point de contrôle déjà contrôlé:</b> Sans objet
<b>Prescription contrôlée:</b> D'après la déclaration GERE 2022, environ 88 000 tonnes de déchets inertes ont été reçus sur le site. Pour quelles raisons avoir reçu autant de déchets inertes ? (valorisation, digues, voiries...)
<b>Constats :</b> L'exploitant a besoin d'importantes quantités de déchets inertes pour la réalisation des digues dans le cadre du réaménagement du site et pour les couvertures intermédiaires.  <b>Demande de compléments :</b> Compte-tenu du fait que les déchets inertes sont utilisés en valorisation pour le réaménagement des casiers et que ces déchets sont exposés aux eaux de ruissellement, il est demandé à l'exploitant de transmettre les éléments relatifs à : <ul style="list-style-type: none"><li>- l'origine des terres,</li><li>- la justification du caractère inerte de ces déchets (résultats des tests de lixiviation notamment).</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet